



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 mai 2024  
Français  
Original : anglais

---

**Comité spécial chargé d'élaborer  
une convention internationale générale  
sur la lutte contre l'utilisation  
des technologies de l'information  
et des communications à des fins criminelles**

**Reprise de la session de clôture**

New York, 29 juillet-9 août 2024

## **Notes interprétatives sur certains articles du projet de texte actualisé de la convention**

### **Note de la présidence**

1. Dans la perspective de la reprise de la session de clôture du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, la présidence du Comité a établi des notes interprétatives sur certains articles du projet de texte actualisé de la convention ([A/AC.291/22/Rev.3](#)) à l'intention du Comité spécial.
2. Les notes interprétatives (voir annexe), qui doivent aider le Comité spécial dans ses délibérations, pourront, une fois approuvées, être annexées au rapport sur les travaux de la reprise de sa session de clôture.



## **Annexe**

### **Notes interprétatives sur certains articles du projet de texte actualisé de la convention**

#### **Article 2**

1. Les États parties ne sont pas tenus de reproduire mot pour mot, dans leurs lois internes, les termes définis à l'article 2 de la Convention, dès lors que lesdites lois couvrent ces notions de façon compatible avec les principes et buts de la Convention et offrent un cadre équivalent pour son application.

#### **Article 16**

2. Cet article porte exclusivement sur la diffusion non consentie d'images intimes ; il est sans préjudice des autres mesures que les États parties peuvent prendre sur des questions connexes conformément à leur droit interne et à leurs obligations internationales.

#### **Article 17**

3. Dans le cadre de la Convention, une infraction ne peut être considérée comme telle au titre de l'article 17 que lorsque l'infraction principale est une infraction établie conformément aux articles 7 à 16 de la Convention.

#### **Article 23**

4. Les pouvoirs et procédures établis conformément au chapitre relatif aux mesures procédurales ainsi qu'à la détection et à la répression permettent de coopérer à l'échelle internationale. Lorsque les mesures de coopération internationale prévues au chapitre V imposent à l'État partie requis de mettre en œuvre les pouvoirs et procédures prévus au chapitre IV, ces pouvoirs et procédures sont soumis, au niveau national, aux conditions et garanties pertinentes et applicables énoncées à l'article 24. Ces pouvoirs et procédures, ainsi que les conditions et garanties correspondantes, s'appliquent exclusivement sur le territoire de chaque État partie.

#### **Article 24**

5. Le paragraphe 2 de l'article 24 exige un contrôle juridictionnel ou une autre forme de contrôle indépendant, des motifs justifiant l'application du pouvoir ou de la procédure, et la limitation du champ d'application et de la durée de la mesure. Cela ne signifie pas pour autant que la Convention crée ni n'impose aux États parties quelque contrôle international indépendant, juridictionnel ou autre, que ce soit. Le contrôle est exercé comme le prévoient le droit interne et tout autre instrument international contraignant auquel l'État partie est également partie.

#### **Article 35**

6. En dehors de la Convention, les États parties peuvent s'accorder mutuellement, conformément à leurs obligations internationales, toutes les autres formes de coopération internationale permises par le droit interne de l'État partie requis, les traités d'entraide judiciaire applicables ou tout autre arrangement équivalent.

**Articles 23 et 35, concernant le terme « enquête »**

7. Les enquêtes criminelles peuvent se rapporter à des situations où il existe des motifs raisonnables de croire, sur la base de circonstances factuelles, qu'une infraction a été commise, et à d'autres où l'enquête permet de stopper la commission de l'infraction ou d'empêcher la commission de nouvelles infractions.

---